

Résolution sur le cas de Rocío San Miguel et du général Hernández Da Costa, parmi d'autres prisonniers politiques au Venezuela

2024/2618(RSP) - 14/03/2024 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 497 voix pour, 22 contre et 27 abstentions, une résolution sur le cas de Rocío San Miguel et du général Hernández Da Costa, parmi d'autres prisonniers politiques au Venezuela.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, Renew et ECR.

Pour rappel, le 9 février 2024, Rocío San Miguel, avocate et militante des droits de l'homme de nationalité espagnole, a été enlevée par le régime vénézuélien, et condamnée pour des motifs politiques de suspicion de conspiration contre Nicolás Maduro et son régime. Elle est actuellement détenue dans la prison d'El Helicoide, connue pour ses violations des droits de l'homme, y compris la torture.

Le Parlement a condamné fermement le régime de Maduro pour l'emprisonnement de centaines de prisonniers politiques et demandé la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et des personnes détenues arbitrairement, ainsi que le plein rétablissement de leurs droits.

Les autorités chiliennes sont invitées à mener une enquête approfondie sur le meurtre de Ronald Ojeda, un ancien prisonnier politique qui a échappé au régime de Maduro. Les autorités vénézuéliennes, pour leur part, sont invitées à rétablir le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) et à garantir son accès aux prisons, ainsi qu'à garantir un accès sans entrave aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales de l'ONU.

Les députés ont également exhorté la Cour pénale internationale à inclure les violations des droits de l'homme et les détentions arbitraires dans son enquête sur les crimes contre l'humanité présumés commis par le régime Maduro. Le Parlement a appelé la communauté internationale à soutenir un retour à la démocratie au Venezuela, en particulier dans la perspective des élections, auxquelles la chef de file de l'opposition au régime, María Corina Machado, participera pleinement.

Enfin, le VP/HR et le Conseil sont invités à renforcer les sanctions contre le régime, y compris les hauts fonctionnaires, les membres des forces de sécurité et de la Cour suprême de justice du régime, ainsi que Maduro lui-même.